



Comptes économiques rapides de La Réunion en 2016

La croissance s'installe

En 2016, la croissance s'installe et se diffuse à La Réunion pour la troisième année consécutive : le produit intérieur brut progresse de + 3,1 % en volume après + 2,8 % en 2015 et + 3,1 % en 2014. La consommation des ménages et l'investissement sont particulièrement dynamiques, tandis que les dépenses de consommation des administrations ralentissent. En contrepartie, les importations progressent fortement (+ 6,4 % en volume). Le solde du commerce extérieur pèse ainsi sur la croissance malgré le rebond des exportations (+ 6,3 %). Le revenu disponible brut des ménages s'accroît de 3,3 % en valeur, sous l'effet d'une hausse conjuguée des salaires et des prestations sociales. En raison de la très faible inflation, cette augmentation se traduit par un gain de pouvoir d'achat : + 3,2 %. Dans un contexte de hausse de l'emploi, le chômage baisse et le montant des salaires versés progresse (+ 3,0 %). Pourtant, les prestations sociales continuent d'augmenter (+ 4,5 %). En effet, la prime d'activité instaurée en 2016 et les nouvelles dispositions de la convention d'assurance chômage 2014-2016 dynamisent le pouvoir d'achat. Les créations d'entreprises repartent à la hausse en 2016. L'hôtellerie profite de nouveau d'une belle embellie, tandis que la construction de logements reste en berne.

Direction Régionale de l'Insee La Réunion-Mayotte

Le produit intérieur brut (PIB) de La Réunion progresse de 3,1 % en volume en 2016 (*définitions*). Cette augmentation installe ainsi l'économie réunionnaise dans un rythme de croissance annuel d'environ 3 % depuis maintenant trois ans (+ 2,8 % en 2015 après + 3,1 % en 2014, *figure 1*). Cette croissance s'accompagne d'une inflation quasi nulle : les prix du PIB sont stables en 2016 (+ 0,0 %), après un léger recul en 2015 (- 0,2 %). Les prix à la consommation des ménages reculent légèrement pour la deuxième année consécutive (- 0,2 %) : ils soutiennent ainsi leur pouvoir d'achat.

Le PIB par habitant progresse de 2,5 % en volume après + 2,3 % en 2015. Il s'établit ainsi à 21 290 euros, soit 64 % du niveau national.

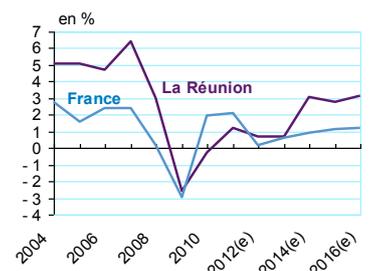
En France, la croissance accélère légèrement en 2016 : le PIB progresse de 1,2 % en volume après + 1,1 % en 2015. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011.

La demande intérieure accélère nettement, portée par les ménages. Soutenue par une croissance inédite de leur pouvoir d'achat depuis 2007, la consommation des ménages gagne en dynamisme (+ 2,3 % après + 1,4 %). Leur investissement rebondit après plusieurs années de repli (+ 2,4 % après - 2,1 %). Du côté de la demande publique, la consommation des administrations françaises accélère légèrement (+ 1,3 % après + 1,1 %), tandis que leur investissement cesse quasiment de diminuer (- 0,1 % après - 3,0 %). Enfin, l'investissement des entreprises non financières accélère un peu plus encore (+ 3,6 % après + 3,1 %).

Dans l'océan Indien, la croissance ralentit : en particulier, l'activité économique stagne en Afrique du Sud et reste faible aux Comores, tandis que la croissance marque le pas aux Seychelles et surtout au Mozambique. Elle reste en revanche dynamique en Inde et à Maurice et progresse à Madagascar.

1 Le PIB progresse de 3,1 %

Évolution du produit intérieur brut (PIB) en volume



(e) : estimation. Sources : Insee, comptes nationaux (base 2010) ; Insee, comptes régionaux définitifs jusqu'en 2011 (base 2005) ; Cerom, comptes rapides (2012-2016).

La croissance économique à Maurice s'établit à +3,7 % après +3,5 % en 2015. Elle est soutenue par la bonne performance du secteur des services. La plupart des voyants économiques sont au vert : la consommation continue de progresser, l'investissement rebondit, tandis que le déficit commercial se réduit.

Une croissance sans inflation qui profite au pouvoir d'achat

À La Réunion, la consommation des ménages continue de soutenir nettement la croissance en 2016 (figure 2).

Elle progresse de 3,4 % en volume après +3,2 % en 2015 et +2,7 % en 2014. Le revenu disponible brut des ménages progresse en effet fortement (+3,3 % - figure 3) : les salaires versés continuent d'augmenter en 2016, tandis que les prestations sociales rebondissent.

Cette croissance des revenus des ménages s'accompagne d'une stabilité de l'indice des prix à la consommation (+0,1 %). Le pouvoir d'achat des ménages augmente ainsi de 3,2 %, soit sa plus forte progression depuis 2007.

Le pouvoir d'achat individuel des Réunionnais s'accroît également à un rythme soutenu, deux fois supérieur à celui observé au niveau national (+2,7 % contre +1,4 %) (figure 4). En 2016, il s'élève à 17 300 euros par

3 Le pouvoir d'achat des Réunionnais augmente plus vite qu'en France

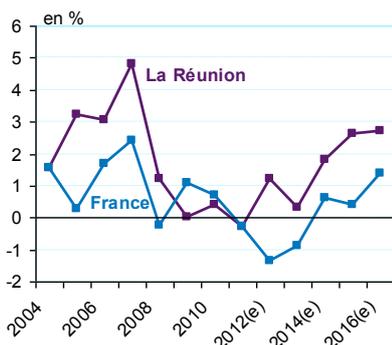
Évolution du revenu disponible des ménages entre 2015 et 2016

	Total		Par habitant	
	en valeur (en %)	en volume (en %)	en valeur (en %)	en volume (en %)
La Réunion (e)	3,3	3,2	2,8	2,7
France	1,7	1,8	1,3	1,4

Source : Insee, Comptes Nationaux (base 2010) ; Cerom - Comptes rapides.

4 La croissance s'accompagne d'une hausse du pouvoir d'achat individuel

Évolution en volume du revenu disponible brut en volume par habitant



(e) : estimation.

2 Forte progression de la consommation des ménages

Le produit intérieur brut (PIB) à La Réunion et ses principales composantes

	2016 ^(e) en milliards d'euros	Évolution 2015/2016		
		Volume	Prix en %	Valeur
Produit Intérieur Brut	18,12	3,1	0,0	3,1
Consommation des ménages	11,75	3,4	-0,2	3,2
Consommation des administrations publiques	6,97	1,6	-0,1	1,5
Investissement	3,76	6,1	-0,6	5,5
Importations	5,03	6,4	-2,5	3,7
Exportations	0,44	6,3	-1,7	4,6

(e) : estimation

Source : Cerom, comptes rapides.

habitant sur l'île, soit 84 % du niveau national. Si le rattrapage se poursuit, le pouvoir d'achat des Réunionnais accuse toujours un retard d'une dizaine d'années.

La consommation des ménages porte la croissance réunionnaise.

Les dépenses de consommation constituent donc le moteur principal de la croissance réunionnaise. La hausse du pouvoir d'achat des ménages se traduit par une augmentation des importations (+6,4 % en volume). En 2016, les ménages ont acheté davantage de biens d'équipement importés (véhicules automobiles, équipements de communication, etc.), de biens de consommation durable (meubles, appareils ménagers, etc.) et de biens de consommation non durable (denrées alimentaires, textile, etc.). En particulier, les ventes de véhicules neufs aux particuliers ont continué d'augmenter en 2016 (+6 %, soit 23 700 immatriculations).

Depuis son rebond en 2014, l'investissement reste bien orienté à La Réunion. En 2015, il avait légèrement ralenti (+4,1 % en volume), mais il repart nettement à la hausse en 2016 (+6,1 %). Contrairement à la reprise de 2014, dopée par le démarrage des travaux de la Nouvelle route du littoral (NRL), la dynamique de l'investissement semble cette fois s'être diffusée à l'ensemble de l'économie. En témoignent les importations de biens d'équipements et de biens de consommation durables qui progressent respectivement de 11 % et 8,4 % en valeur. Seule une partie de ces biens importés est destinée au chantier de la NRL.

Rebond du commerce extérieur

Néanmoins, la dynamique de la consommation des ménages et de

l'investissement a pour contrepartie une forte hausse des importations en volume : +6,4 % en 2016, ce qui pèse négativement sur la croissance du PIB. Comme en 2015, ce sont les biens d'équipement qui dynamisent les importations.

Le commerce extérieur est ainsi plus dynamique en 2016 (figure 5). Malgré une baisse des prix de l'énergie, les importations hors avions progressent de 3,8 % en valeur. À ces importations, s'ajoute l'achat de quatre avions Boeing par Air Austral.

Soutenues par la hausse des exportations de sucre, de poissons et de rhum, les exportations réunionnaises s'accroissent de 7,1 % en valeur. Mais elles contribuent peu à la croissance car les montants exportés restent faibles.

Si la France métropolitaine reste le principal partenaire commercial de La Réunion, les liens avec l'Union européenne et Madagascar se renforcent pour les exportations.

Ralentissement de la consommation des administrations publiques

Après trois années de croissance soutenue, les dépenses de consommation des administrations publiques ralentissent en 2016. Elles passent de +2,3 % en 2014 et 2015 à +1,6 % en 2016 en volume. Les dépenses des collectivités locales continuent de progresser à un rythme soutenu, alors que celles de l'État ralentissent nettement.

Nouvelle embellie sur le marché du travail

Conséquence de la croissance qui s'installe depuis trois ans, le marché du travail poursuit sa rémission. En 2016, à La Réunion, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail baisse de 1,7 point, soit 7 000 chômeurs de moins en un an. Il atteint un niveau

particulièrement bas, à 22,4 % de la population active. Cette baisse est due pour moitié à la baisse de la population active (- 4 000 personnes), sur fond de recul de l'activité féminine, et pour moitié à la hausse de l'emploi (+ 3 000).

Parallèlement, le nombre de **demandeurs d'emploi de catégorie A** augmente très faiblement à La Réunion (+ 0,2 %). Cette légère hausse se concentre sur les seniors et les demandeurs d'emploi de longue durée. En revanche, la situation continue de s'améliorer pour les jeunes.

L'emploi salarié marchand augmente à La Réunion pour la troisième année consécutive, mais deux fois moins qu'en 2015 (+ 1,6 % contre + 3,3 % en 2015). À l'exception de la construction, les effectifs salariés de tous les grands secteurs augmentent (*figure 6*). Ainsi, après avoir baissé de 2,9 % entre 2011 et 2013, l'emploi retrouve une dynamique forte depuis 2013.

Par ailleurs, le nombre de personnes bénéficiaires d'un contrat aidé diminue de près de 10 % en 2016, après plusieurs années de croissance. Cette baisse se

5 La France métropolitaine demeure le principal client et fournisseur

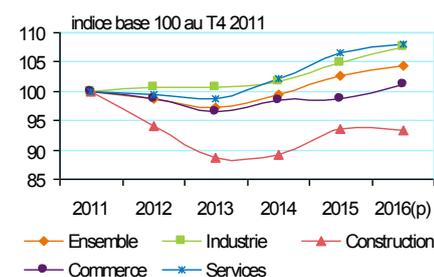
Importations et exportations réunionnaises en valeur

	2016 (millions d'euros)	Évolution 2016/2015 (en %)
Ensemble des importations	4 851	3,8
France métropolitaine	2 936	5,8
Asie	846	-4,6
UE (hors France)	682	6,3
Afrique	105	-6,2
Îles océan Indien	47	-10,1
Reste du monde	234	14,4
Ensemble des exportations	315	7,1
France métropolitaine	113	5,6
UE (hors France)	69	19,7
Asie	60	1,2
Îles océan Indien ¹	50	13,3
Amérique du Nord	10	12,3
DOM (hors Mayotte)	1	-27,5
Reste du monde	12	-22,0

1. Mayotte, Madagascar, Maurice, Comores, Seychelles
Source : Douanes

6 En 2016, l'emploi salarié marchand augmente de 1,6 %

Emploi salarié marchand par secteur



(p) : provisoire
Source : Insee, Estimations d'emploi.

concentre sur le secteur non marchand, tandis que les signatures de contrats augmentent fortement dans le secteur marchand (+ 54 %).

Avec plus de 6 000 entreprises nouvelles en 2016, les créations d'entreprises repartent à la hausse, après cinq ans de recul. Le **taux de création d'entreprises** à La Réunion reste néanmoins en deçà de la moyenne nationale : 11,8 % contre 12,8 %.

Une masse salariale dynamique

La masse salariale représente plus des deux tiers des revenus des Réunionnais, soit 9,9 milliards d'euros en 2016. Elle augmente de 3,0 %, au même rythme que l'an passé, grâce à une hausse conjointe de l'emploi et des salaires versés. La hausse est plus forte dans le secteur marchand (+ 3,6 %). Dans le secteur public, la masse salariale versée progresse de façon plus modérée (+ 1,9 %).

La masse salariale progresse dans quasiment tous les secteurs d'activité marchands. C'est dans le secteur de l'hébergement et de la restauration que la hausse est la plus marquée (+ 8,8 %). En effet, l'ouverture de nouveaux hôtels a induit une forte croissance du nombre de chambres, générant des besoins supplémentaires en main-d'œuvre.

Un impact conséquent de la prime d'activité

Deuxième source de revenu des Réunionnais, les prestations sociales en nature (allocations logement et remboursements de sécurité sociale) progressent très modérément en 2016 (+ 0,6 %).

En revanche, malgré la hausse de l'emploi marchand et la baisse du chômage, les prestations sociales en espèces augmentent fortement : + 4,5 % en 2016. Ainsi, 147 millions d'euros de prestations supplémentaires sont versées en 2016, ce qui contribue pour un tiers à l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages. Cette forte progression a deux causes principales : la mise en place de la prime d'activité et l'évolution du dispositif d'indemnisation des chômeurs.

Ainsi, sous l'effet des 130 millions d'euros versés au titre de la prime pour l'activité, les montants versés par la CAF (hors logement)

augmentent de 5,2 %. Cette prime d'activité est une aide financière complétant les revenus d'activité professionnelle. Elle vise à encourager l'activité et à soutenir le pouvoir d'achat des travailleurs aux ressources modestes. Elle remplace au 1^{er} janvier 2016 le RSA « Activité » et la Prime pour l'emploi.

Par ailleurs, les versements au titre de l'assurance chômage augmentent de 10 % en 2016 pour s'établir à 532 millions d'euros, en lien avec la progression du nombre de bénéficiaires de l'assurance chômage (+ 11 %). Cette hausse s'explique par les nouveaux droits ouverts par la convention d'assurance chômage 2014-2016 aux demandeurs d'emploi ayant déjà travaillé.

Enfin, le montant des retraites versées progresse légèrement (+ 2,0 %).

La construction de logements peine à redémarrer

En 2016, le nombre de logements autorisés à la construction repart à la hausse (+ 9 %), après trois années consécutives de baisse. En revanche, seuls 6 900 logements sont mis en chantier soit un nouveau recul de 2 %, après une année 2015 particulièrement faible en autorisations.

Dans le parc locatif social neuf, le recul est particulièrement marqué, avec une chute de 39 % des mises en chantier. Cependant, les financements de logements locatifs neufs progressent et repassent la barre des 2 000 logements, en augmentation de 22 % par rapport à 2015.

Un trafic aérien et maritime dynamique

Avec 2,2 millions de passagers en 2016, le transport aérien de passagers augmente de 1,5 % après + 3,0 % en 2015. La hausse des flux de voyageurs avec la métropole et Maurice explique en grande partie cette augmentation. Les liaisons avec la métropole restent les plus empruntées (1,2 million de passagers). De leur côté, les croisières maritimes sont en plein essor (+ 85 %).

Le transport de marchandises, essentiellement maritime, augmente fortement (+ 16 %) et atteint un nouveau record. Hors matériaux liés au chantier de la Nouvelle route du littoral, 5,38 millions de tonnes de marchandises sont transportées par bateau (arrivées et

sorties cumulées). L'achèvement de l'extension du Port Est fin 2015, la mise en service d'un nouveau portique en juin 2016 et l'ouverture de nouvelles lignes maritimes ont permis un développement rapide de l'activité conteneurs.

Ainsi, le trafic de marchandises par conteneurs augmente fortement, grâce notamment à la progression du transbordement (transfert de chargement) entre navires.

Tourisme : la fréquentation hôtelière augmente de 13 % en 2016

Avec près de 1,2 million de nuitées en 2016, la fréquentation des hôtels réunionnais continue sa progression amorcée en 2015 : + 13 % après + 11 % en 2015. Toutes les micro-régions bénéficient de ce dynamisme, en particulier l'Ouest et le Sud.

C'est dans les hôtels 3 étoiles que la fréquentation progresse le plus (+ 25 %),

en lien avec l'ouverture ou le classement de quatre nouveaux hôtels dans cette catégorie.

La clientèle française, qui comprend la clientèle locale, reste largement majoritaire : elle représente 87 % des nuitées. ■

Définitions

Le **Produit intérieur brut** (PIB) mesure la richesse produite sur un territoire donnée, grâce à la somme des valeurs ajoutées des biens et services produits sur le territoire. Une grandeur économique peut se mesurer de deux façons différentes : en prix courants, c'est-à-dire **en valeur**, ou en prix constants, c'est-à-dire **en volume**. Pour mesurer la **croissance économique**, on s'intéresse aux variations du PIB en volume, c'est-à-dire abstraction faite de la variation des prix.

Trois déflateurs sont principalement utilisés pour tenir compte des évolutions de prix :

- **l'indice des prix à la consommation** : c'est l'instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante.

- **les prix de la dépense de consommation finale des ménages**. Ce déflateur s'appuie, pour la majorité des produits, sur les évolutions de prix collectés pour les besoins de l'indice des prix à la consommation (IPC). Cependant, le champ des produits suivis en comptabilité nationale est plus large que celui de l'IPC. En outre, le déflateur de la dépense de consommation donne un poids différent de celui de l'IPC aux divers postes de la consommation. Il se fonde sur leur poids courant dans la dépense de consommation alors que l'IPC s'appuie sur leur poids passé.

- **les prix du PIB** : c'est le déflateur du PIB, qui synthétise les évolutions de prix de toutes les composantes du PIB (consommation finale des ménages, des administrations, investissements, exportations et importations, etc.). (cf. *Insee Première* N°1554)

Le **revenu disponible brut des ménages** (RDBM) est constitué des revenus d'activité perçus (salariés et revenus des non-salariés), des prestations sociales versées, du solde des revenus du patrimoine (intérêts et revenus financiers reçus moins ceux versés), ainsi que du solde des autres transferts (notamment assurances). Du total de ces revenus sont déduits les cotisations sociales et les impôts directs payés par les ménages (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, CSG, CRDS).

Un chômeur au sens du Bureau international du travail (BIT) est une personne en âge de travailler (conventionnellement 15 ans ou plus) qui n'a pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours d'une semaine de référence, est disponible pour travailler dans les deux semaines et a entrepris des démarches actives de recherche d'emploi dans le mois précédent, ou a trouvé un emploi qui commence dans les 3 mois. Le **taux de chômage au sens du BIT** est le rapport entre le nombre de chômeurs au sens du BIT et le nombre de personnes actives (en emploi ou au chômage) parmi les personnes âgées de 15 ans ou plus.

Les **demandeurs d'emploi de catégorie A** sont les personnes sans emploi, inscrites à Pôle Emploi et tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Le **taux de création d'entreprises** est le rapport du nombre de créations d'entreprises d'une année au stock d'entreprises au 1er janvier de cette même année.

Méthodes

Des données en base 2010

Les données diffusées sont en base 2010. Par conséquent elles ne peuvent être comparées qu'avec des résultats calculés dans cette même base : il s'agit des données issues des comptes économiques des années strictement postérieures à 2011. Les données de 2011 et des années antérieures sont en base 2005 et ne sont pas comparables.

Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie réunionnaise

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économique, de type keynésien, dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année donnée à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. À La Réunion, ce modèle est construit avec 22 branches et 22 produits.

Le modèle est basé sur le TES (Tableau des Entrées-Sorties) de la Comptabilité Nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération.

La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.

Comptes rapides pour l'outre-mer (Cerom)

Les comptes économiques rapides de La Réunion sont construits dans le cadre du projet tripartite Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom) entre Insee, l'AFD et l'IEDOM.

Ils reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

Dernières études thématiques menées dans le cadre du partenariat Cerom à La Réunion :

- « **Le chantier de la Nouvelle route du littoral à La Réunion : Un moteur de croissance économique, mais peu de créations d'emplois** », décembre 2016 ;
- « **Emploi et chômage : le paradoxe réunionnais** », septembre 2015

Insee La Réunion-Mayotte
Parc technologique de Saint-Denis
10 rue Demarne - CS 72011
97443 SAINT-DENIS CEDEX 9

Directrice de la publication :
Valérie Roux

Rédaction en chef :
Julie Boé

Mise en page :
Julie Boé et Anne Jonzo
© Insee - ledom - AFD 2017

Pour en savoir plus :

- Les comptes économiques définitifs de La Réunion
- « **Bilan économique 2016 - La Réunion** », *Insee Conjoncture La Réunion* n° 3, juin 2017 ;
- ledom, « **Rapport annuel 2016 ledom La Réunion** », juin 2017 ;
- Duploux B. et Rabey G., « **Comptes économiques rapides de La Réunion en 2015 - La croissance se maintient** », *Cerom*, juillet 2016.